

**Le programme d'appui de l'Union européenne pour la région de la PEV-Sud
EUROPEAID/133918/C/SER/MULTI**

Amélioration de l'environnement des affaires dans la région sud de la Méditerranée

L'entrepreneuriat des femmes et le développement des PME en Tunisie

Préparé par : Nouha Ben Salem

Tunis, Mars 2017



**Ce projet est financé
par l'Union Européenne**



**Un projet mis en œuvre par
GIZ et Eurecna**

Clause de non-responsabilité

Le contenu du présent rapport relève de la seule responsabilité de l'équipe d'assistance technique du projet dirigé par GIZ comprenant Eurecna et ne peut en aucun cas être considéré comme reflétant l'avis de l'Union européenne.

SOMMAIRE

Abréviations et Acronymes	4
1. Introduction.....	5
2. Politiques de soutien au développement de l'entrepreneuriat féminin	5
3. Initiatives et projets de soutien au développement de l'entrepreneuriat féminin financés par des institutions internationales et nationales.....	9
4. Principaux constats observés suite à l'enquête.....	13
5. Quelques exemples de réussite (success stories).....	14
6. Conclusions et recommandations.....	16
Bibliographie	17
Annexes	18
Annexe 1 : Liste des personnes rencontrées.....	18
Annexe 2 - Liste des principales parties prenantes en Tunisie	18

Abréviations et Acronymes

AFD	Agence Française de Développement
AGR	Activités génératrices de revenus
ANETI	Agence Nationale pour l'Emploi et le Travail Indépendant
APII	Agence de Promotion de l'Industrie et de l'Innovation
BTS	Banque Tunisienne de Solidarité
CAIP	Contrat d'Adaptation et d'Insertion Professionnelle
CAWTAR	Centre des femmes arabes pour la formation et la recherche
CIFE	Conseil International des Femmes Entrepreneures
CNFCE	Chambre Nationale Des femmes Chefs d'Entreprises
CONNECT	Confédération des Entreprises Citoyennes de Tunisie
CREDIF	Centre de Recherche, d'Études, de Documentation et d'Information sur la Femme
GeMaiSa	Enhancing Gender Mainstreaming in sustainable rural development and food Security
GIE	Groupement d'intérêt économique
MASS	Ministère des Affaires Sociales et Solidaires
MDIC	Ministère du Développement International et de la Coopération
MFFE	Ministère de la Femme, de la Famille et de l'Enfance
OIT	Organisation Internationale du Travail
ONA	Office National de l'Artisanat
PAWER	Path for the Advancement of Women & Entrepreneurship Reinforcement
TAMSS	Association Tunisienne de Gestion et de Stabilité Sociale
UE	Union Européenne
UNFPA	Fond des Nations Unies pour la population

1. Introduction

Dans le cadre de l'activité « Femmes Entrepreneures » mise en œuvre par le projet régional « Amélioration de l'environnement des affaires dans la région sud de la Méditerranée » (appelé projet EBESM), une enquête a été effectuée en Tunisie ainsi que dans six autres pays de la région du sud de la Méditerranée (Pays MED)¹, de Novembre à Décembre 2016. L'objectif de l'enquête (entretiens en face-a face) est de recueillir des données empiriques sur l'impact des politiques existantes afin d'aider les femmes à développer leurs entreprises, ce qui permettrait de renforcer les politiques existantes.

Il s'agit ainsi d'identifier, à travers cette enquête, les principaux obstacles et défis que rencontrent ces femmes pour initier ou développer leurs entreprises mais également leurs histoires de réussite (success stories) qui pourraient servir comme exemples de bonnes pratiques.

L'enquête, en Tunisie tout comme dans les autres pays MED, a ciblé des femmes entrepreneures appartenant à une catégorie socio-économique modeste en termes de revenu, n'ayant pas un diplôme universitaires ou spécialisé et qui ont choisi de développer leurs activités entrepreneuriales par nécessité et non par choix². En Tunisie, une vingtaine de femmes de différentes régions du pays, vivant tant en milieu rural qu'urbain, ont été interviewées³. L'identification de cette cible n'a pas été aisée étant donné que le profil type de la femme entrepreneure tunisienne est une femme opérant dans le secteur industriel et des services connexes, quadragénaire, mariée avec deux enfants et qui, avant de se décider de se lancer dans l'entrepreneuriat, a suivi un certain cursus classique à savoir : diplôme de l'enseignement supérieur, carrière en tant que salariée ou cadre puis lancement d'un projet personnel comme choix afin d'assurer son indépendance financière et son autonomisation⁴.

Afin de répondre aux critères de sélection des femmes entrepreneures, définis pour cette enquête, le choix a été porté sur les TPE mais aussi sur les Activités Génératrices de Revenus (AGR) et les petits projets d'auto-emploi du secteur de l'artisanat, de l'agriculture et des services. Ce sont des activités au préalable non structurées, souvent opérant dans le secteur informel⁵. Le secteur le plus commun dans lequel opère ce groupe cible est le secteur de l'artisanat.

2. Politiques de soutien au développement de l'entrepreneuriat féminin

L'État tunisien, a créé un environnement favorable à la protection et au respect des droits des femmes, à son émancipation et à l'égalité des chances avec les hommes grâce à des textes constitutionnels législatifs et réglementaires. Ces droits sont notamment inscrits dans le code du statut personnel établi en 1956 et dans l'Article 21 de la Constitution qui stipule que *“Les citoyens et les citoyennes, sont égaux en droits et devoirs. Ils sont égaux devant la loi sans discrimination aucune”*. Ces acquis ont été renforcés avec l'Article 46 de la nouvelle Constitution de 2014 qui stipule que *“L'État s'engage à protéger les droits acquis de la*

¹ A savoir l'Algérie, l'Égypte, la Jordanie, le Liban, le Maroc et la Palestine

²Dans le cadre de cette enquête, l'entrepreneuriat de nécessité est défini lorsque l'activité entrepreneuriale est le seul recours pour faire face au chômage ou à la misère par opposition à l'entrepreneuriat par choix où la personne décide de prendre des risques pour développer son entreprise alors que d'autres opportunités lui sont offertes ou peuvent lui être offertes.

³ Le nombre et la composition de l'échantillonnage ont été choisis en adéquation avec les termes de référence du projet qui privilégie une approche qualitative et non quantitative, à travers des interviews en profondeur, basées sur le récit de vie des femmes interviewées

⁴Source : Femmes Chef d'Entreprises : Bilan et Perspectives ; la Chambre Nationale Des femmes Chefs d'Entreprises, 2010

⁵Voir : www.webmanagercenter.com/2016/11/23/399034/artisanat-50-des-femmes-travaillent-dans-le-secteur-informel/

femme et à les renforcer. Il œuvre à les développer. L'État garantit l'égalité des chances entre l'homme et la femme quant à l'accès à toutes les responsabilités et dans tous les domaines. L'État œuvre à réaliser la parité entre la femme et l'homme dans les assemblées élues. L'État prend les mesures nécessaires en vue d'éliminer la violence contre la femme"⁶. En cela, l'Etat tunisien est considéré précurseur dans ce domaine, en comparaison avec d'autres pays de la région d'Afrique du Nord et du Moyen-Orient.

Cette section présente le cadre institutionnel en charge de promouvoir l'entrepreneuriat féminin, ainsi que les principaux programmes mis en œuvre par la Tunisie.

A. Plan National de l'Entrepreneuriat Féminin RAIDA

En 2016, dans le cadre du plan quinquennal de développement, le Ministère de la Femme, de la Famille et de l'Enfance (MFFE) a mis en place un plan national de l'entrepreneuriat féminin dénommé "RAIDA"⁷, afin d'améliorer la participation des femmes à la vie économique, de réduire leur taux de chômage qui est plus élevé que celui des hommes et de les encourager à prendre des initiatives entrepreneuriales⁸.

Ce plan national est soutenu par différentes associations d'entrepreneuriat en Tunisie, y compris le Réseau Entreprendre Tunisie, la Chambre Nationale Des femmes Chefs d'Entreprises (CNFCE), le Conseil International des Femmes Entrepreneures (CIFE), la Confédération des Entreprises Citoyennes de Tunisie (CONNECT). A travers cette initiative, le MFFE s'est fixé pour objectif à l'horizon 2020, d'atteindre un taux d'activité de 35% chez les femmes (au premier trimestre 2016, le taux d'activité des femmes représente 28.5% de la population active pour un taux de 71.5 chez les hommes; le taux de chômage étant estimé à 22.8% chez les femmes contre 12.5% chez les hommes⁹).

Différentes catégories de femmes entrepreneures ou porteuses de projets vont bénéficier de ce programme, principalement; (I) les femmes entrepreneures aux moyens limités disposant d'une qualification ou d'un métier (et qui représentent la cible privilégiée dans le cadre de notre étude) ; (II) les jeunes femmes de formation professionnelle ou universitaire porteuses d'idées de projets ; (iii) les femmes qualifiées disposant d'une initiative et désirant s'installer à leur propre compte, en particulier celles qui ont perdu leur emploi.

Le programme *RAIDA* comporte deux composantes : la première est l'accompagnement et la formation des femmes entrepreneures pour la réalisation de leurs projets. La seconde est l'amélioration du cadre général de l'entrepreneuriat féminin dans toutes les régions à travers la réforme du cadre institutionnel et législatif, l'amélioration de l'accès aux services de financement, de l'accès aux marchés et la création de chaînes de valeur.

A cet égard, une convention entre le MFFE et la Banque Tunisienne de Solidarité (BTS) a été signée pour assouplir les conditions de prêt et favoriser l'accès aux financements pour les femmes entrepreneures.

Des mesures spécifiques ont été adoptées telles que la prise en compte des diplômes ou certificats de formation professionnelle technique, telles que les formations en pâtisserie, cuisine, plomberie, autres corps du bâtiment, etc. ce qui représente une avancée majeure dans le système tunisien en faveur du développement de l'entrepreneuriat féminin, la non-exigence d'un contrat de location pour les femmes exerçant une activité à domicile et dont les revenus sont faibles, la non-exigence d'une patente pour les femmes ayant la carte d'artisan professionnel. Grâce à cette convention, une ligne de crédit a été mise en place qui

⁶ www.tunisie-constitution.org

⁷ RAIDA, mot arabe, qui signifie Leader.

⁸ Informations recueillies auprès de Mme Amel CHAHERLI, chargée de mission, au sein du MFEE et de M. Anis ZAHRAZ expert genre, au sein du MFEE.

⁹ Source : Institut National de Statistique INS 2016 ; www.ins.tn

permet le financement de projets de cinq mille TND (environ deux mille EUR) jusqu'à 150 mille TND (60 mille EUR) avec des avantages très attractifs pour cette cible.

B. Le Ministère des Affaires Sociales et Solidaires

Le Ministère des Affaires Sociales et Solidaires (MASS) contribue en partenariat avec les organisations de la société civile locales et nationales, au soutien des femmes qui font face à des contraintes d'intégrations sociales, à savoir les mères célibataires, les citoyennes précédemment incarcérées et les familles nécessiteuses en général, par des programmes d'aide financière (sous forme d'allocations, subventions ou bourses pour monter un projet économique et créer une source de revenus) et sociale (e.g. accès gratuits aux soins, suivi social).

Le soutien à l'insertion économique de ces femmes grâce au développement des micro-projets afin d'assurer leur autonomisation, nécessite encore des mesures d'intervention et d'accompagnement plus spécifiques et personnalisées entre les institutions publiques concernées, les institutions de micro-crédits et les associations qui devront prendre en compte le contexte spécifique, les besoins et contraintes de ce groupe cible afin d'accroître leur intégration économique¹⁰.

C. L'Agence de Promotion de l'Industrie et de l'Innovation (APII)

L'APII est un établissement public sous tutelle du Ministère de l'Industrie et du Commerce qui a pour mission de mettre en œuvre la politique du gouvernement relative à la promotion du secteur industriel en tant que structure d'appui et d'accompagnement aux entreprises et aux entrepreneurs notamment à travers son réseau national des pépinières d'entreprises. L'Agence se focalise sur la promotion de la culture entrepreneuriale et de l'innovation à travers l'encouragement à la création d'entreprises.

Dans le cadre de l'entrepreneuriat féminin, l'APII participe avec ses partenaires publiques et privés (tels que les centres d'affaires d'intérêt public économique, l'Association tunisienne pour l'entrepreneuriat et l'essaimage, le club Alyssa Incubator) à l'organisation d'actions de sensibilisation, de formation et de promotion de l'entrepreneuriat féminin principalement à travers l'initiative "Bravo les femmes" qui a été lancée depuis 2014 par le club Alyssa Incubateur pour lutter contre le chômage et le sous-emploi des femmes en Tunisie¹¹.

D. Les Programmes d'Encouragement à l'Emploi de l'ANETI

L'Agence Nationale pour l'Emploi et le Travail Indépendant (ANETI), établissement public sous tutelle du Ministère de la formation professionnelle et de l'emploi, met en place des programmes d'encouragement à l'emploi et à la réinsertion professionnelle, au profit du demandeur d'emploi ou du promoteur/entrepreneur en leur permettant de suivre des stages d'adaptation professionnelle et de développer les aptitudes et compétences professionnelles de la personne. De même, elle met à la disposition de l'employeur des apprentis à travers des programmes de subvention.

Les deux programmes suivants intéressent particulièrement le groupe cible de notre étude¹²:

- Le Contrat d'Adaptation et d'Insertion Professionnelle (CAIP) qui a pour objet de permettre au demandeur d'emploi non titulaire d'un diplôme universitaire d'acquérir des qualifications

¹⁰ Informations recueillies auprès de Mme Naima JLASSI, directrice de la défense sociale au sein du ministère des Affaires sociales.

¹¹ Pour plus d'infos, voir www.tunisieindustrie.nat.tn

¹² Pour plus information, voir: www.emploi.nat.tn

professionnelles pour une période de douze mois auprès d'une entreprise privée qui n'a pas pu trouver la main d'œuvre requise sur le marché de l'emploi.

- Le programme d'accompagnement des promoteurs des petites entreprises qui comprend des activités de soutien et de formation avant et après la création d'entreprises dans les différents secteurs d'activité économique. Le fonds national de l'emploi peut accorder une prime pour financer la création de petites entreprises, y compris l'autofinancement, avec un montant maximal de cinq milles TND (deux mille EUR) pour chaque promoteur.

Les programmes de formation à l'entrepreneuriat et à l'accompagnement pour la création d'entreprises sont beaucoup plus répandus chez les femmes que chez les hommes (en 2012, presque 7000 femmes ont pu en bénéficier, contre 4700 pour les hommes, soit une part de 60%). Cependant, à la conclusion de ces programmes de formation entrepreneuriale, l'écart se rétrécit en faveur des hommes; en effet, le nombre de jeunes hommes bénéficiaires de bourse d'accompagnement, qui constitue le dernier maillon du processus de soutien et d'aide des jeunes promoteurs, dépasse celui des jeunes femmes¹³. En effet, il semblerait que les jeunes femmes désireuses de continuer leur chemin vers la réalisation effective de leurs projets rencontrent plus d'obstacles dans la mise en œuvre de leurs projets et auraient plus besoin de temps et de soutien pour réaliser leurs ambitions. Les efforts de promotion de la micro entreprise paraient être donc plus efficaces aux hommes qu'aux femmes en ce qui concerne l'emploi indépendant¹⁴.

Cette constatation devrait faire l'objet d'une évaluation de ces programmes de formations et de leur efficacité en terme de nombres de projets bancables ou réalisés et surtout d'une analyse des obstacles rencontrés par les candidates femmes afin d'adapter un cycle de formation qui réponds à leur capacités entrepreneuriales.

E. L'Office National de l'Artisanat (ONA)

C'est la principale institution publique qui assure la formation, la recherche et l'innovation, le contrôle de la qualité, la promotion et l'assistance au profit de l'ensemble des artisans du pays. Elle se consacre aussi à l'application de la politique du gouvernement pour le développement du secteur de l'artisanat et l'encadrement des professionnels. Actuellement, l'artisanat est un secteur dynamique dans l'économie nationale qui occupe 11%, de l'ensemble de la population active et dont 85% sont des femmes. L'activité artisanale génère quelque 350 mille postes d'emploi (5000 emploi/an) et représente 4.6% du PIB¹⁵.

F. La Banque Tunisienne de Solidarité (BTS)

La BTS est une banque publique placée sous la tutelle du Ministère des Finances ; elle vise à offrir des moyens de financement et des sources de revenus pour des personnes n'arrivant pas à réunir les ressources nécessaires ou à offrir une garantie suffisante pour l'obtention de crédits auprès des banques commerciales. Son attractivité s'appuie sur un faible taux d'intérêt et la possibilité d'octroi de crédits remboursables sur des délais relativement acceptables et avec des possibilités de délais de grâce. Pour les micros entreprises, le crédit est plafonné à cent mille TND (40 mille EUR) pour toutes les catégories de personnes désirant créer des projets¹⁶.

¹³ Le marché du travail en Tunisie; étude du Ministère de la Formation Professionnelle et de l'Emploi et l'Observatoire National de l'Emploi et des Qualifications, novembre 2013

¹⁴ Le marché du travail en Tunisie; étude du Ministère de la Formation Professionnelle et de l'Emploi et l'Observatoire National de l'Emploi et des Qualifications, novembre 2013

¹⁵ L'artisanat en Tunisie; Document du Service économique régional de l'ambassade de France en Tunisie, 2016.

¹⁶ Le manuel du créateur d'entreprise en Tunisie; Organisation maghrébine des études et de développement des ressources humaines, AIDONS, 2014

Cette banque est le partenaire principale du programme *RAIDA* est la première banque à soutenir l'entrepreneuriat féminin en adhérant à la politique de l'Etat pour faciliter l'accès au financement aux femmes issues de milieux défavorisés et leur offrir plus d'opportunités d'insertion dans la vie économique via l'octroi de microcrédits adaptés.

3. Initiatives et projets de soutien au développement de l'entrepreneuriat féminin financés par des institutions internationales et nationales

En complément des politiques publiques mentionnées ci-dessus, il existe, en Tunisie, plusieurs autres initiatives et projets mis en œuvre par des organisations et institutions privées nationales et internationales, telles que l'Union européenne, le Bureau international du Travail, qui encouragent l'entrepreneuriat féminin.

Le choix des initiatives et projets mentionnés ci-dessous s'est porté sur les plus récentes et importantes en terme de couverture nationales et impacts locales sur le développement de l'entrepreneuriat féminin en Tunisie (selon la disponibilité des informations collectées) et qui s'intéressent entre autres au groupe cible de la présente étude.

A. Programme de promotion de l'égalité entre les femmes et les hommes en Tunisie

Le programme a été lancé suite à une convention de financement signée en 2015 entre la délégation de l'Union Européenne (UE) en Tunisie et le Ministère du Développement International et de la Coopération (MDIC) et le MFFE pour la période 2016-2020. Le programme est doté d'une enveloppe financière de sept millions EUR et comporte trois volets distincts : le renforcement des capacités des acteurs étatiques et non étatiques en matière d'intégration de la dimension genre dans les politiques de développement nationales, l'amélioration de la participation des femmes dans la vie économique et publique, la lutte les discriminations et violence fondées sur le genre. Un appel à propositions a été lancé en 2016 pour la mise en œuvre du volet sur l'amélioration de la participation des femmes à la vie économique et publique, au moyen de projets soumis par les associations demandeuses. Ces projets doivent entre autre soutenir l'entrepreneuriat féminin¹⁷.

B. Voie à suivre après la révolution: Travail décent des femmes

C'est un projet régional initié par l'Organisation Internationale du Travail (OIT) et financé par l'ambassade de Finlande et dont l'objectif est de soutenir la CNFCE dans ses activités d'amélioration des performances de ses structures de soutien à l'entrepreneuriat féminin et de renforcer l'autonomisation des femmes et leur présence sur le plan économique, social et politique¹⁸.

C. Centre des femmes arabes pour la formation et la recherche (CAWTAR)

Créé en 1993 et basé à Tunis, CAWTAR est un centre de recherche indépendant qui a pour objectif d'impulser une dynamique en matière d'études de genre, de connaissances et de plaidoyer dans la région arabe. En ce qui concerne l'entrepreneuriat féminin, CAWTAR

¹⁷Informations recueillies auprès de Mme Mélanie BRIDE, chargée des programmes égalité homme -femme et société civile au sein de la Délégation de l'UE en Tunisie.

¹⁸Profil Genre Tunisie; Rapport de l'Agence Française de Développement, 2015

adopte différentes initiatives concernant l'insertion économique de la femme rurale active dans le secteur de l'artisanat, de l'agriculture et de la pêche¹⁹.

D. The Gender Clearinghouse

Créé par CAWTAR, *the gender clearinghouse* est un espace virtuel de connaissances sur plusieurs thématiques telles que l'activité économique des femmes, les violences basées sur le genre, les femmes et la prise de décision, les femmes et l'environnement²⁰.

E. GeMaiSa Tunisie

GeMaiSa (*Enhancing Gender Mainstreaming in sustainable rural development and food Security*)²¹ est un projet de réseautage (networking) visant à produire des connaissances, des données, des outils, des recherches et des bonnes pratiques pour renforcer l'autonomisation des femmes rurales en Egypte, au Liban et en Tunisie, en associant dialogues politiques et assistance technique avec les institutions de développement rural. Le projet est financé par la coopération italienne et mis en œuvre par le Centre international de hautes études agronomiques méditerranéennes de Bari et le Centre CAWTAR. En Tunisie, c'est le gouvernorat de Medenine qui a bénéficié de cette initiative pilote pour soutenir les femmes rurales actives dans le secteur agricole et de la pêche et renforcer leur capacités techniques, professionnelles, sociales et économiques. Ce projet de neuf mois (Janvier 2016 à Septembre 2016) a permis la création d'un espace polyvalent pour les femmes dans la zone d'action intitulée *Nejmet Tounes* (ou Etoile de Tunis) qui fournit divers services tels que la vulgarisation et la formation, la sensibilisation, l'échange, l'exposition et la vente des produits des femmes rurales. Egalement un service d'écoute, d'information, de conseil et d'orientation sont fournis par le guichet d'accueil et le guichet juridique de cet espace.

F. Travail formel Avenir Meilleur

C'est un programme financé par CAWTAR et mis en oeuvre par l'association Femme et Progrès Kef pour une période d'une année de 2015-2016, et qui cible les femmes artisanes du gouvernorat du Kef et qui sont dans le secteur informel. Le programme a fourni des activités de formation en communication, gestion de ressources humaines, éducation financière, commercialisation, sécurité sociale et fiscalité. Egalement un soutien matériel a été fourni pour les six premières femmes inscrites à la sécurité sociale²². Ce programme est une action pilote de CAWTAR en Tunisie pour la transition du travail informel et pour aider à l'intégration des femmes entrepreneurs par nécessité dans un secteur formel et à travers des pratiques encadrées qui leur permettent une prospérité économique et sociale.

G. The Next Women Tunisie

Un réseau d'entrepreneuriat féminin qui démarre en Tunisie en 2016 après les Pays-Bas et la France. L'objectif du réseau est de mettre toutes les femmes entrepreneures ensemble pour partager les expériences d'entreprendre, les défis et bonnes pratiques pour affronter les obstacles. Ce réseau est un point de rencontre entre promotrices, expertes et professionnelles pour aider l'accès à l'information, au conseil et à l'assistance dans la création ou la gestion de projet.

¹⁹www.cawtar.org

²⁰ www.genderclearinghouse.org

²¹www.gemaisa.iamb.it

²² Informations recueillies auprès de M Hedi BCHIR, coordinateur de projet au sein du centre CAWTAR

H. ONG égalité

C'est une base de données sur les associations œuvrant pour l'égalité des chances entre femmes et hommes en Tunisie permettant la visibilité et le renforcement du travail de réseautage des associations et l'identification de celles qui sont actives en matière d'intégration de l'approche genre. Cette plateforme couvre l'ensemble des questions genre et peut être utilisée pour obtenir des données concernant notamment l'autonomisation économique des femmes. L'initiative est ancée en 2013 et est le fruit d'un travail de collaboration entre le Centre de Recherche, d'Études, de Documentation et d'Information sur la Femme (CREDIF) (établissement public placé sous la tutelle du MFFE) et le Fond des Nations Unies pour la population (UNFPA)²³.

I. Association Tunisienne de Gestion et de Stabilité Sociale (TAMSS)

Créée en 2006, TAMSS²⁴ est une association de développement communautaire au service des citoyens dont l'objectif est de contribuer au développement régional de la Tunisie et à l'amélioration des conditions de vie des populations vulnérables. L'association TAMSS est parmi les premières associations privées en Tunisie qui œuvrent à concrétiser la transition du travail informel des femmes et des jeunes au travail formel par des actions pilotes pour une transition vers l'économie formelle. L'association les sensibilise sur leurs droits au travail à travers l'intégration économique, politique et sociale.

Parmi ses actions, on peut citer notamment :

- a) *PAWER: Path for the Advancement of Women & Entrepreneurship Reinforcement:* C'est un projet mis en œuvre par l'association TAMSS suite à une convention de financement signée en 2015 avec Philips Morris International. Ce projet œuvre à l'autonomisation des femmes vivant dans les zones défavorisées des gouvernorats de Sidi Bouzid et de Gafsa à travers le renforcement de leurs capacités personnelles et professionnelles et entrepreneuriales.
- b) *Led By Her Tunisie:* C'est un projet financé par l'Organisation Internationale de la Francophonie en partenariat avec l'association française Led by Her et mis en œuvre par l'association TAMSS. Ce projet vise à contribuer à l'insertion sociale et économique des femmes vulnérables notamment victimes de violence, à travers la mise en place d'un programme de formations professionnelles et managériales.
- c) *Programme Women Enterprises Sustainable (Entreprises Féminines Durables):* C'est un programme qui renforce les capacités des organisations dirigées par des femmes en Tunisie pour opérer les centres de formation en tant qu'entreprises sociales. A travers ces centres, des femmes entrepreneures potentielles ou établies acquièrent de nouvelles compétences et réseaux, lancent et développent des affaires et progressent en tant que leaders innovateurs dans leurs communautés. Ce programme est financé par le Département d'Etat américain et mis en place en collaboration avec *l'Institute of International Education*²⁵. TAMSS est le principal partenaire de ce programme en Tunisie.
- d) *Centres de Conseil et d'Orientation Familiale des gouvernorats de Tunis et Beja:* Ce sont des établissements publics rattachés au MFFE et cogérés par TAMSS. Ces centres ont pour mission de contribuer à l'intégration économique et sociale de femmes et de jeunes et leur fournir toute l'assistance et le support nécessaire. Le

²³ www.ong-egalite.tn

²⁴ www.tamsstn.org

²⁵ www.wesglobal.org

centre de Beja qui a démarré en 2016 a permis pendant sa première année le renforcement des compétences professionnelles de 90 femmes dont 45 ont finalisé un plan d'affaires et ont démarré leurs projets.

J. Pour une meilleure insertion sociale et professionnelle des mères célibataires au Maghreb

Ce projet a été mis en œuvre par l'ONG française Santé Sud avec le soutien de l'Agence Française de Développement (AFD) pour la période 2013 à 2016 dans la région du Maghreb. L'objectif du projet est de promouvoir l'accès des mères célibataires à leurs droits fondamentaux et à développer leur émancipation économique et sociale. En Tunisie, les partenaires du projet sont le réseau AMEN Enfance Tunisie et ses douze pouponnières associatives, chargées de la protection des enfants sans soutien familial. Les douze pouponnières existantes à travers tout le pays se sont progressivement rapprochées grâce au projet pour collaborer. Ce rapprochement a permis la sensibilisation de tous les acteurs du circuit, y compris les institutions de micro finance, au développement d'activités génératrices de revenus pour accompagner les mères célibataires vers un projet professionnel d'autonomie. Le projet a permis la capitalisation des bonnes pratiques en matière d'accompagnement des mères célibataires à travers une enquête journalistique en Tunisie avec des professionnels intervenant auprès des mères célibataires dans des structures publiques et associatives. Cette capitalisation a permis de proposer une analyse détaillée de la pratique de certains acteurs ayant mené des expériences significatives en matière de prise en charge de la mère et de son enfant²⁶.

K. ENDA Inter arabe

C'est la principale institution de micro-crédit en Tunisie et dont les clients principaux sont des femmes. Elles sont 72% à bénéficier de ses crédits avec un taux de recouvrement de 75%²⁷. Cette institution internationale de micro-finance offre divers produits pour les micro-projets en Tunisie tels que le prêt MAWILNI (financement des besoins en fonds de roulement et/ou en investissement pour les micro-entreprises ayant un an d'existence), le prêt SOLFA (financement pour des personnes ou ménages exerçant (ou voulant lancer) une AGR à domicile), le prêt BIDAYA (financement des jeunes promoteurs entre 18 à 40 ans pour la création de micro-entreprises) et le prêt MAWSEM (financement des besoins en fonds de roulement et/ou investissement pour les activités en agricole ou élevage). Les montants de ces prêts sont d'un minimum de mille TND (quatre cents EUR) jusqu'à un maximum de cinq mille TND (deux mille EUR)²⁸.

Le développement de la carrière entrepreneuriale de la femme bénéficiaire d'un crédit d'ENDA reste encore faible en comparissant à son homologue homme²⁹, 70% des femmes exercent leurs activités chez elles, une situation qui reste inchangée même après avoir reçu un micro crédit, alors que près de 80% des hommes transfèrent leurs activités du domicile vers des locaux indépendants et 45% passent à l'enregistrement officiel de leur activité. Après la révolution tunisienne de 2011, plus de la moitié des activités officiellement enregistrées et exploitées par des femmes se sont transformées en activités informelles contre seulement 35% pour les hommes. Ceci peut refléter la fragilité des projets des femmes face aux problèmes économiques et sociaux et l'instabilité politique qui ont frappé le

²⁶Capitalisation des bonnes pratiques, Mères célibataires au Maghreb; Marina LAABI, 2016

²⁷Informations recueillies auprès de M Walid JEBILI, chercheur au sein d'ENDA Inter-arabe.

²⁸Le manuel du créateur d'entreprise en Tunisie; Organisation maghrébine des études et de développement des ressources humaines - AIDONS, 2014

²⁹Women's Economic Empowerment through Microfinance Services in Tunisia; ENDA Inter-arabe - Walid JEBILI and Mathilde BAUWIN, 2015

pays pendant la période de transition. Pour remédier à cette situation, ENDA prévoit de lancer en 2017 une stratégie genre pour développer l'entrepreneuriat féminin et améliorer la carrière entrepreneuriale de la femme par le coaching et l'encadrement des femmes bénéficiaires et des agents de crédits d'ENDA³⁰.

4. Principaux constats observés suite à l'enquête

Cette partie du rapport fournit une interprétation de la situation des femmes interviewées à la lumière de leurs expériences et de leurs témoignages.

Dans l'absence d'un accès à une formation de qualité, à une opportunité d'emploi adéquate et face à la situation économique et sociale difficile que traverse la Tunisie suite au printemps arabe, les femmes ayant participé à l'étude ont le mérite de développer des entreprises grâce ou à partir d'un savoir-faire transmis au sein de leur familles, par leur parents, à savoir la couture, la pâtisserie, les bijoux ou autres produits artisanaux. En effet, l'activité de ces femmes est fortement conditionnée par ce qu'elles savent faire, et est liée à l'informel et à un travail personnel souvent peu lucratif qui leur permet de pénétrer uniquement des marchés de proximité à des prix peu élevés.

Ces femmes entrepreneures, sont plus exposées que d'autres au risque de faillite et/ou de marginalisation de leur activité économique en dépit de leurs compétences, de leur détermination et de leur productivité à cause d'une absence de compétences entrepreneuriales et de connaissances commerciales qui leur auraient permis de faire face à des menaces externes, telles que l'augmentation du prix des matières premières ou l'entrée sur le marché de nouveaux concurrents avec des moyens plus importants.

En nous basant sur le résultat des entretiens, la plupart de ces entreprises sont créées par absence d'alternative d'emploi et par nécessité économique et/ou pour rester dans la région afin de concilier activité professionnelle et responsabilités familiales. Ainsi, et d'autant plus que la plupart d'entre elles n'ont pas bénéficié de formation pour développer leur entreprises, les produits et services offerts par ces femmes ne sont pas liés à une évaluation réelle de la demande de marché.

Selon les femmes interrogées, l'absence d'accès au financement est une importante contrainte pour démarrer et développer l'activité entrepreneuriale. Si le micro-crédit s'avère être, pour certaines, une principale source de financement pour lancer leur entreprise, d'autres femmes préfèrent le financement indirect (l'endettement auprès des proches) ou bien préfèrent puiser dans leurs économies personnelles. Les crédits en général et les micro-crédits en particulier présentent pour la plus-part de ces femmes une prise de risque difficile à assumer et ce dû aux taux élevés pratiqués, aux délais difficilement gérables et à l'insécurité financière qu'elles courent en l'absence de garantie. Les femmes interviewées qui ont bénéficié de micro-crédits ont tendance à gérer cette source de financement pour faire face aux besoins du ménage, d'autant plus qu'il n'y a pratiquement pas de séparation réelle entre leur activité entrepreneuriale et l'activité domestique. Pour ces femmes, qui sont principalement dans le secteur de l'artisanat, les montants des prêts accordés sont insuffisants pour permettre l'épargne ou l'investissement; ceci rend souvent difficile l'expansion de leur activité et ne leur permettent pas ainsi de décliner leur savoir artisanal en capital. Certaines femmes interrogées (environ 40%) se voient parfois puiser dans le revenu familial ou s'endetter de nouveau pour parvenir à rembourser leurs prêts; l'absence d'une gestion comptable et financière est un point faible dans les pratiques entrepreneuriales de ces femmes.

Une autre contrainte de taille rencontrée par ces femmes est la commercialisation de leurs produits. Celles qui ont réussi à surmonter cette difficulté ont trouvé des solutions de

³⁰ Informations recueillies auprès de Mme Imen Hamza, experte genre au sein d'ENDA Inter-arabe.

partage. Celles-ci peuvent être la création ou l'adhésion à une association de femmes entrepreneures qui représente leur communauté et leur métier ; l'apprentissage auprès d'autres femmes entrepreneures qui ont réussi afin d'échanger des informations des expériences et des contacts ; la participation aux foires locales et nationales pour se faire connaître et commercialiser leurs produits. Ces solutions se concrétisent essentiellement par une transition de l'activité sur le marché formel. Mais pour d'autres, l'insuffisance des réseaux et des services publics et privés de soutien et d'accompagnement à ces très petites entreprises d'une part, la méconnaissance et le faible recours de ces dernières aux services déjà existants d'autre part, témoignent de leur incapacité à concrétiser ces solutions par elles-mêmes.

La transition vers le secteur formel est une tâche très difficile étant donné que ces femmes trouvent les formalités souvent compliquées et décourageantes. Celles qui ont été assistées pendant la création administrative d'entreprise rencontrent des difficultés en post création qui portent essentiellement sur les aspects administratifs et managériaux comme les obligations comptables et fiscales, le recrutement, la concurrence.

Conscientes des limites de leurs capacités en création et gestion entrepreneuriales mais désireuses d'étendre leurs activités, de garder leur autonomisation économique et de faire face au chômage et à la pauvreté, les femmes interrogées évoquent la nécessité d'être écoutées et accompagnées par les structures publiques et privées concernées dans les phases de création et de post création de l'entreprise. Elles expriment notamment un besoin de soutien dans les domaines suivants: management, marketing, fiscalité, comptabilité, innovation dans le métier.

5. Quelques exemples de réussite (success stories)

Dans le cadre de cette enquête, quelques bonnes pratiques puisées auprès des femmes interviewées ainsi que des institutions contactées ont été observées, des pratiques qui ont permis le développement de l'entrepreneuriat féminin :

- Rawia, 50 ans, artisane, a créé une association pour la promotion et la commercialisation de ses produits en collaboration avec d'autres artisanes. L'association lui permet d'avoir une place sur un marché très concurrent et de décrocher de nouveaux clients à travers l'organisation d'événements culturels et artistiques.
- Sameh, 40 ans, pâtissière et commerçante, se voit participer à la vie politique et dans les programmes locaux de sensibilisation à l'entrepreneuriat féminin. L'adhésion à un parti politique lui a permis de trouver sa place dans la société en tant que femme entrepreneure active et d'aider d'autres femmes à concrétiser leurs rêves d'autonomisation financière et d'avoir une opinion et un impact sur les décisions politiques qui concernent les femmes.
- Ryma, 30 ans, artisane en fabrication de chaussures en cuir et de maroquinerie, a développé son activité grâce aux formations professionnelles étatiques qu'elle a suivies. N'ayant pas terminé ses études secondaires, elle a décidé de passer par les différents niveaux de formation professionnelle et de décrocher un brevet de technicienne supérieur qui lui permet d'avoir les mêmes avantages et incitations offerts à un entrepreneur universitaire.
- Inès, 45 ans, chef d'entreprise de recyclage de déchets d'équipements électriques et électroniques, ayant choisi d'avoir son autonomisation financière face à un milieu familial conservateur et patriarcal, elle tente le monde de l'entrepreneuriat et du commerce après avoir terminé ses études secondaires. Ayant découvert qu'elle avait la fibre entrepreneuriale, elle décide de créer un projet innovant et bénéfique pour la société. Elle s'est appuyée sur les coachings professionnels et les programmes de mentoring des organisations de support à l'entreprise pour démarrer son activité. Sa participation à un programme de mentoring lui a permis de faire un stage auprès d'une société américaine

qui fait le recyclage des déchets d'équipements électriques et électroniques. Ses clés de réussite se résument dans la recherche de l'information, des contacts professionnels et des programmes d'incitations à l'entrepreneuriat.

Bonnes pratiques observées:

- Le plan national de l'entrepreneuriat féminin "RAIDA": c'est une importante politique publique à l'égard de l'entrepreneuriat féminin lancée dans une optique de partenariat publique privée, qui instaure des mesures et des réformes pour soutenir et encourager l'initiative privée féminine. Ce programme, une fois les crédits octroyés, devrait faire l'objet d'une évaluation continue des résultats de l'application de cette politique publique et d'en faire la liaison avec les pratiques privées déjà sur terrain et réussies dans le soutien de l'entrepreneuriat féminin.
- Ligne de crédit Femmes de la BTS: en adhérant à la politique de l'Etat pour soutenir l'entrepreneuriat féminin, la BTS offre des solutions d'octroi de prêts uniques grâce à une politique de la banque de suppression de plusieurs procédures contraignantes à l'obtention d'un crédit.
- Groupement d'intérêt économique (GIE) des potières de Sejnene³¹: Il est parmi les premiers GIE constitués en Tunisie après la révolution de 2011; le groupe adopte une démarche d'économie sociale où il veille à préserver les intérêts économiques des femmes potières du village rural de Sejnene (Gouvernorat de Bizerte) en les aidant à commercialiser leurs produits et à leur faciliter les démarches administratives et juridiques pour exposer leurs créations dans les foires et à l'international. La poterie est la source de revenus principale de ces femmes rurales qui sont, dans la majorité des cas, des responsables de famille. Les produits sont labellisés et soumis à la marque collective et au slogan créé par le groupement. Un des facteurs clés du projet est d'assurer une gouvernance participative et transparente. Le conseil d'administration du GIE est composé de huit personnes: quatre sont des femmes potières et quatre sont cooptées sur proposition du comité de conseil. Le GIE fédérait en 2016 environ 60 femmes potières de Sejnene. A travers le GIE, ces femmes trouvent le moyen d'avoir un revenu régulier mais aussi une assistance et un rempart aux difficiles conditions de vie.
- Les villages et zones artisanales : Depuis 2002, l'ONA a institué un programme de création de villages d'artisans. Les objectifs de ces villages sont nombreux : opportunités d'emploi pour les jeunes promoteurs, rapprochement des artisans de l'usager, création de souks de métiers artisanaux, renforcement de la formation et du recyclage des jeunes, un espace approprié pour l'émulation et la concurrence entre les artisans, dynamisation de la créativité des artisans, préservation de la pérennité de certains métiers menacés de disparition, création d'un espace d'animation touristique destiné à faire connaître les techniques de production et les traditions de la région. Ces espaces artisanaux sont répartis à travers tout le pays. Ils abritent des locaux aménagés de telle sorte qu'ils conviennent parfaitement à l'exercice d'activités productives aussi bien dans le domaine de l'artisanat que dans celui des petits métiers³².
- Le Guichet Unique de l'APII³³: présent dans les 24 directions régionales de l'APII, cette structure est habilitée à accomplir toutes les procédures nécessaires à la constitution des sociétés. Avec cette initiative, le gouvernement a souhaité encourager l'investissement par la simplification et l'accélération des procédures administratives. En effet, la mise en place du guichet unique permet d'effectuer toutes les démarches administratives et légales au sein d'une même administration.

³¹ Informations recueillies auprès de Mme Zayneb FARHAT, coordinatrice de projet au Groupement d'intérêt économique des potières de Sejnene

³² www.onat.nat.tn

³³ www.tunisieindustrie.nat.tn

6. Conclusions et recommandations

L'entrepreneuriat féminin a des répercussions importantes sur le développement socio-économique et politique du pays, a la réduction de la pauvreté, puisque les femmes consacrent généralement une plus grande part de leur revenu et de leur temps à la santé, à l'éducation et au bien-être de leurs familles et de leurs communautés.

L'utilité des formations et d'éducation alternative, adaptées aux compétences des femmes entrepreneures par nécessité est importante afin d'apporter un changement favorable à leur intégration socio-économique. Cela aidera la nouvelle génération du même milieu à s'ouvrir sur des nouvelles perspectives entrepreneuriales basées sur la confiance en soi, sur la capacité d'entreprendre, de prendre des risques et d'innover.

Bien qu'en Tunisie il existe des politiques en faveur du développement de l'entrepreneuriat féminin ainsi que de mécanismes et instruments publics et privés, des politiques mieux conçues et des approches beaucoup plus pratiques au développement de l'esprit entrepreneurial des femmes, de leurs compétences personnelles et professionnelles et surtout de leurs compétences en matière de gestion financière sont essentielles pour assurer l'adaptation, la participation et l'insertion des femmes entrepreneures par nécessité dans la vie économique.

En effet la diversité des pratiques, des services et des efforts des instances publiques en vers le soutien à l'insertion économique de ces femmes témoigne de l'importance accordée par l'Etat à la place de la femme dans le développement économique et sociale de la société, néanmoins cette diversité nécessite encore plus de coordination entre les instances pour réaliser des objectifs publics qui sont au préalable communs.

D'autre part, un travail de suivi et de recensement des initiatives privées est essentiel qui permettra de synchroniser les efforts de formation, de coachings, d'encadrement et de financement de l'activité économique de la femme ainsi que d'évaluer les résultats achevés et leur potentiel de renforcement les politiques publiques existantes.

Il y a un grand intérêt à permettre à ces femmes de suivre des formations professionnelles dans les secteurs porteurs qui s'accordent avec les enjeux et les objectifs économiques du pays à savoir le transport, le bâtiment, le commerce, l'énergie, le tourisme, les nouvelles technologies et faciliter l'accès de toute femme entrepreneure à ces circuits économiques potentiellement masculins, à travers des formations adaptées.

La mobilisation du tissu associatif pour accompagner les femmes entrepreneures par nécessité est très importante afin de mener des actions de plaidoyer auprès de l'État et de favoriser progressivement le développement de l'entrepreneuriat féminin. La réussite des différentes initiatives privées citées dans ce document témoigne de l'utilité de cette mobilisation et de sa multiplication dans d'autres gouvernorats pour la promotion du rôle des femmes en tant que responsables de la stabilité socio-économique de la famille et en tant qu'entrepreneure active dans sa communauté.

Bibliographie

- Femmes Chef d'Entreprises : Bilan et Perspectives; la Chambre Nationale Des femmes Chefs d'Entreprises, 2010.
- Le marché du travail en Tunisie; Etude du Ministère de la Formation Professionnelle et de l'Emploi et l'Observatoire National de l'Emploi et des Qualifications, novembre 2013.
- L'artisanat en Tunisie; Document du Service économique régional de l'ambassade de France en Tunisie, 2016.
- Le manuel du créateur d'entreprise en Tunisie; Organisation maghrébine des études et de développement des ressources humaines - AIDONS, 2014.
- Profil Genre Tunisie, Rapport de l'Agence Française de Développement, 2015.
- Capitalisation des bonnes pratiques, Mères célibataires au Maghreb; Marina LAABI, 2016.
- Women's Economic Empowerment through Microfinance Services in Tunisia; ENDA Inter-arabe; Walid JEBILI and Mathilde BAUWIN, 2015.
- Ecosystème de l'entrepreneuriat en Tunisie, APII, revue mai 2016 du courrier de l'industrie.

Annexes

Annexe 1 : Liste des personnes rencontrées

- Mme Amel CHAHERLI, chargée de mission, au sein du MFEE
- M. Anis ZAHRAZ expert genre, au sein du MFEE
- Mme Naima JLASSI, directrice de la défense sociale au sein du MASS
- Mme Mélanie BRIDE, chargée des programmes égalité homme -femme et société civile au sein de la Délégation de l'UE en Tunisie.
- M Hedi BCHIR, coordinateur de projet au sein du centre CAWTAR
- M Walid JEBILI, chercheur au sein d'ENDA Inter-arabe
- Mme Imen Hamza, experte genre au sein d'ENDA Inter-arabe
- Mme Zayneb FARHAT, coordinatrice de projet au GIE des potières de Sejnene

Annexe 2 - Liste des principales parties prenantes en Tunisie

- Secteur public

Ministère de la Femme, de la Famille et de l'Enfance MFFE

Personne en charge du dossier entrepreneuriat féminin: Mme Amel Chaherli

amel.chaherli@gmail.com

www.femme.gov.tn

- Secteur privé

Chambre Nationale de la Femme chef d'entreprise CNFCE - UTICA

Personne en charge du dossier entrepreneuriat féminin : Mme Raoudha Bensaber

j.benmbarek@utica.org.tn

www.cnfce.org

- Institution de microfinance

ENDA Interarabe

Personne en charge du dossier entrepreneuriat féminin : M. Walid Jebili & Mme. Imen Hamza

walid.jebili@endatamweel.tn

imen.hamza@endarabe.org.tn

www.endarabe.org.tn

- Associations – ONG

Center of Arab Women for Training and Research CAWTAR

Personne en charge du dossier entrepreneuriat féminin : Mme Soukeina Bouraoui

cawtar@cawtar.org

www.carwtar.org

Tunisian Association for Management and Social Stability TAMSS

Personne en charge du dossier entrepreneuriat féminin: Mme Yosr Mezgui

yosr.mezgui@gmail.com

www.taamstn.org